

## Admission au Collège universitaire session 2014

### Copie épreuve d'histoire (Coefficient 2)

#### PREMIER EXERCICE : COMPOSITION

##### L'affirmation de la République en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

« Le premier devoir d'une République est de faire des républicains » disait Buisson lors du congrès du Parti radical en 1903. Cette maxime ne date pas de lui mais témoigne du caractère prégnant de l'idéal républicain dans les mentalités au lendemain du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce ne fut pas toujours le cas ; les échecs de la I<sup>re</sup> et de la II<sup>e</sup> République dévoilent l'incapacité ou plutôt la difficulté qu'a éprouvée la mentalité républicaine à s'enraciner aussi bien dans la vie politique française de l'époque que dans la vie de tous les Français. Cet idéal républicain n'est pas statique, il évolue au cours des contestations et des crises dans le but de s'enraciner, souvent péniblement, au sein du système politique français. Il semble nécessaire de s'intéresser à la notion d'affirmation et de détailler les modalités et la mise en place de celle-ci ainsi que son acceptation auprès des Français. Le cadre spatio-temporel de la réflexion ira des années 1870 à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, période charnière où la République réussit à former un consensus auprès de tous les Français. Cependant cette affirmation de la culture républicaine ne s'est pas faite sans heurts. Le contexte socio-économique de l'époque n'a pas joué en faveur des républicains et de violentes crises ont déstabilisé le modèle républicain qui fut grandement remis en cause. Toutefois, ces contestations ont paradoxalement permis un renouveau de l'idéal républicain qui s'en est trouvé renforcé. Comment l'idéal républicain, affaibli par des crises d'une ampleur sans précédent et un contexte socio-économique défavorable est-il parvenu à s'imposer à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle comme le modèle politique de référence, tel que le suggère Buisson en 1903 ? Cette affirmation républicaine voit ses fondements dans la victoire républicaine de 1875 puis dans la diffusion d'une culture républicaine auprès de tous les Français (I). Cette diffusion s'en est retrouvée paradoxalement renforcée par des contestations que la République a dû affronter.

L'affirmation de la République en France passe par la victoire décisive des républicains au gouvernement qui mettent en place des institutions nouvelles dans le but de diffuser une culture républicaine dans l'ensemble du territoire, accompagnée d'une mise en scène de la République par le biais de symboles républicains.

La III<sup>e</sup> République est proclamée en 1870 mais elle est directement placée sous le contrôle des monarchistes et de Mac Mahon, président de la République française jusqu'en 1879. Dès 1875, des lois constitutionnelles sont votées et garantissent la mise en place de la Chambre des députés élue au suffrage universel masculin et du Sénat. Ces deux chambres constituent le Parlement et disposent de la grande majorité du pouvoir. La république est à cette époque une République parlementaire où le Président de la République n'a qu'un rôle de représentation. Le Président du Conseil nomme les ministres qui constituent le gouvernement. Ces pratiques républicaines nouvelles constituent une première étape vers l'affirmation de l'idéal républicain fondé sur le pluralisme politique et la séparation des pouvoirs. Lors des élections législatives de 1876, les républicains appelés « opportunistes » par leurs opposants disposent de la majorité mais il faut encore attendre 1879 avec la démission du monarchiste Mac Mahon pour que les républicains parviennent réellement au pouvoir. Ces

opportunistes, parmi lesquels Gambetta, se distinguent des radicaux, davantage situés à gauche et qui sont favorables à davantage de mesures républicaines en faveur des catégories ouvrières délaissées et particulièrement pauvres du fait de la dépression mondiale qui sévit en Europe depuis 1882. La pratique régulière du vote, principe républicain par excellence qui se fonde sur la souveraineté, nationale participe à l'affirmation de la République à cette période. Toutefois et c'est l'une des principales limites de cette affirmation, seuls les hommes disposent du droit de vote et d'éligibilité ; les femmes en sont écartées jusqu'en 1944.

Dès les années 1880, des lois républicaines libérales se mettent en place destinées à améliorer les conditions de vie des Français durant cette période. Les lois Ferry de 1881 et 1882-1883 garantissent la scolarité jusqu'à l'âge de treize ans pour les garçons et les filles, laïque, gratuite et obligatoire. Le monde ouvrier salue cette loi qui permet à de nombreux enfants issus de familles pauvres d'aller pour la première fois à l'école. Toutefois les filles n'apprennent pas le même programme que les garçons, centré depuis la loi Camille Sée de 1880 sur la tenue du ménage et la cuisine. Les lois républicaines ont des limites mais les républicains voient en l'école un moyen de fabriquer des républicains. Les valeurs de la République y sont enseignées, et « l'école patriotique » vante aussi les mérites de la colonisation jugée comme le fondement de la puissance de l'Empire français. L'affirmation de l'idéal républicain passe donc bien par l'école, garante du progrès sociale et par l'armée réformée dans les années 1880 qui vante les mérites de la culture républicaine et patriotique. Par ailleurs, les différents groupes sociaux s'intègrent progressivement à l'idéal républicain par le biais de lois symboliques : liberté syndicale en 1884 (qui provoque une importante formation de syndicats comme la CGT et une affirmation du mouvement ouvrier), libertés de la presse, de réunion et d'association en 1881, qui vont dans le sens d'une République libérale et sociale que les républicains tentent de mettre en œuvre. En ce sens, le « droit du sol », instauré en 1889, permet la fabrication de Français dans son sens le plus strict : de nombreux étrangers sont naturalisés, et on leur enseigne la défense de la patrie et des valeurs républicaines. Le clergé n'est pas épargné : en 1895, le pape Léon XIII se rattache à la République par la publication de son encyclique *Au milieu des sollicitudes*.

L'inscription, dans les années 1880, de symboles et valeurs républicaines dans des statues ou des sculptures participe à la création d'un caractère « officiel » dans ces représentations. La *Marseillaise*, chant des républicains, devient l'hymne officiel en 1884 tandis que le 14 juillet devient jour de fête nationale à partir de 1880. Dès lors, des cérémonies festives sont organisées dans les villes et villages pour célébrer les valeurs républicaines. De même, le buste de Marianne perd son symbole révolutionnaire au profit d'une morale typiquement républicaine (« Liberté, Égalité, Fraternité ») et est disposé dans l'ensemble des lieux de pouvoir tels que les mairies ou les ministères. Le Panthéon est laïcisé pour accueillir les grands hommes de la République tels que Sadi Carnot à la suite de son assassinat en 1894.

La République de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle se targue de symboles républicains qui permettent une identification rapide à l'idéal républicain. Celui-ci s'affirme également par le vote de lois libéralisant la vie politique mais aussi la vie des Français de l'époque permettant de rallier un certain nombre d'entre eux à la morale républicaine. La culture républicaine semble être le produit d'une adaptation des élites politiques aux revendications et aux préoccupations des groupes sociaux de l'époque. Elle passe par la mise en place de lois symboliques qui favorisent cette acceptation et transforment à terme les Français en des républicains convaincus.

Cependant, cette assimilation républicaine n'a pas été totale et de nombreuses crises ont affaibli les républicains sans toutefois les faire vaciller.

L'antiparlementarisme caractérise principalement les différentes crises qui sont apparues quasiment au même moment, d'où la question de la prise en compte des lecteurs sociaux et économiques dans leur compréhension. L'affaire Dreyfus, par sa singularité et ses conséquences,

participe à une remise en cause de l'idéal républicain dans un premier temps, puis à un triomphe dans un second temps.

La République des années 1880-1890 n'est pas exempte de limites dans sa mise en pratique que divers groupes sociaux n'ont pas tardé à dénoncer. L'instabilité gouvernementale qui la caractérise (un gouvernement dure huit mois en moyenne) est décriée et, selon certains opposants politiques de l'époque, elle ne permet pas un véritable projet politique stable et engagé. En outre, les ouvriers de plus en plus nombreux du fait de l'industrialisation massive, ne se retrouvent pas dans la culture républicaine, accusée d'être composée essentiellement de bourgeois (ce qui est globalement vrai, la classe possédante ne voyant pas dans la vision républicaine de la société une atteinte à leurs valeurs, mais plutôt des similitudes : droit de propriété par exemple). De plus, la loi sur les syndicats est considérée comme insuffisante, comme le témoigne la grève de Fourmies le 1<sup>er</sup> mai 1891, violemment réprimée (huit morts) par la garde républicaine. Ainsi, on assiste du fait de la pauvreté croissante due à la grave dépression mondiale qui touche la France depuis 1882, à une résurgence de l'antiparlementarisme, qui se voit dans les faits par des actions violentes de la part de socialo-anarchistes pourtant éclatés (assassinat de Sadi Carnot en 1894, attentat à la bombe de la Chambre des députés par Auguste Saillant en 1893 etc.). Aussi, la montée du boulangisme, mouvement incarné par le général Boulanger de 1886 à 1889 témoigne de la volonté de changement du système politique jugé instable (ce mouvement est un véritable mouvement composite qui attire des individus de différents milieux sociaux, preuve que l'antiparlementarisme est généralisé). Aussi, divers scandales financiers tels que le scandale de Panama en 1894 ou Wilson en 1886, incriminant divers parlementaires corrompus, font naître une progressive décrédibilisation des hommes politiques, favorable à l'antiparlementarisme. L'idéal républicain fait alors face à ses contradictions : soucieux de ne brusquer personne, il mécontente finalement tout le monde (Jules Ferry).

Michel Winock décrit et caractérise une crise politique comme un événement majeur où les entités politiques en place ont été proches du vacillement et où, par-delà la vie politique, c'est l'ensemble de l'opinion qui s'est divisée. En ce sens, l'affaire Dreyfus est bel et bien une crise politique. Accusé d'espionnage contre son propre pays en 1894, Dreyfus est condamné au bague et radié du corps militaire. Ce n'est qu'en 1896 que l'on découvre la véritable identité du coupable, le commandant Esterhazy, que l'affaire d'espionnage devient une affaire judiciaire. La justice a en effet fait condamner un innocent et le nouveau procès en 1897 ne change pas la donne, Dreyfus reste coupable. Les médias, dont la liberté est quasi absolue depuis 1881, s'emparent de l'affaire. Sur fond d'antisémitisme et de xénophobie, la presse et l'opinion se divisent en deux : les antidreyfusards prônant la Raison d'État et convaincus de la culpabilité de Dreyfus et les dreyfusards prétextant le bafouement des libertés individuelles et des droits fondamentaux. Intellectuels et hommes de lettres s'emparent de l'affaire, dont Zola et Clemenceau, et, au fur et à mesure, la République, convaincue de la culpabilité de Dreyfus, se range aux côtés des dreyfusards. Ce n'est qu'en 1906 que Dreyfus est innocenté. Cette crise politique majeure souligne les contradictions de l'idéal républicain tant défendu durant ces années. Dreyfus innocent, forcé à passer une décennie au bague dans une nation qui se réclame des droits de l'homme et des libertés. La République libérale fait face à ses contradictions, et nombreux sont les opposants politiques à souligner ce paradoxe.

Toutefois, et même si la République a vu sa domination s'affaiblir et son image dégradée, elle est sortie triomphante de cette crise qui catalyse toutes les tensions et revendications accumulées depuis des années. Les défenseurs de Dreyfus sont des républicains et nombre d'entre eux ont fini par devenir dreyfusards au fur et à mesure du déroulement de l'enquête. L'armée en est ressortie grandement remise en cause, mais la République, elle, a triomphé au final. De plus, au fur et à mesure de l'issue de l'affaire, l'opinion et la presse se sont rangées progressivement aux côtés de Dreyfus et l'ont défendu. L'affirmation républicaine a permis de fédérer ces individus autour d'une conscience commune et de valeurs partagées. L'opinion semble alors en constant repositionnement et la République a réussi à s'adapter à elle pour finalement triompher.

L'idéal républicain est une substance mouvante en constante adaptation avec son milieu ; la vie politique et la vie des Français dans sa globalité. A l'aide des lois symboliques, favorisant la méritocratie qui tranchent avec l'Ancien régime héréditaire, la culture politique s'est progressivement enracinée auprès de Français désireux de réformes dans un contexte socio-économique difficile. Les crises jouent alors le rôle de catalyseurs des revendications, que les républicains opportunistes ont su écouter sans toutefois proposer les solutions les plus adéquates. Il en reste qu'une grande majorité de Français, au lendemain de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, se rattache aux valeurs prônées par la République. Cet attachement à la République reste prégnant aujourd'hui, même s'il semble judicieux d'en analyser les éléments novateurs par l'étude de la période De Gaulle de 1958 à 1962.